

ANALYSES BIBLIOGRAPHIQUES

EGYPTE. POUR ALLER PLUS LOIN

David Sims, *Egypt's desert dreams. Development or disaster?*, Le Caire, AUC Press, 2015, 416 pages, EAN : 9789774166686, 45 €.

Quatre ans après son excellente analyse des modalités et des enjeux de la croissance métropolitaine au Caire (*Understanding Cairo. The Logic of a City Out of Control*, AUC Press, 2010), David Sims — urbaniste britannique travaillant en Égypte depuis plusieurs décennies — vient de publier un second ouvrage aux presses de l'Université américaine du Caire, dans lequel il revient en profondeur sur plus de 60 ans de projets de conquête du désert égyptien. Il offre une mise en perspective inédite des développements les plus contemporains de cette aventure avec l'histoire longue des projets d'aménagement des terres désertiques. Celles-ci recouvrent plus de 90 % du territoire national et appartiennent majoritairement à l'État égyptien. Si cet ouvrage s'inscrit dans la littérature consacrée aux « éléphants blancs », ces grands projets inaboutis qui jalonnent l'histoire des pays en développement, il contribue plus spécifiquement à l'analyse du rôle de l'État dans la mise en œuvre de ces mégaprojets, ceci dans la perspective inaugurée par James C. Scott (*Seeing Like a State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, Yale University Press, 1999).

Selon le politologue Timothy Mitchell, professeur à l'université de Columbia et spécialiste de l'Égypte, qui en a écrit la préface, cet ouvrage est le premier à analyser sur le long terme les dysfonctionnements qui caractérisent l'allocation et l'usage des ressources nationales en Égypte. À partir d'une grande

diversité de sources — statistiques, documents institutionnels, rapports des bailleurs de fonds, coupures de presse —, David Sims s'interroge sur les objectifs qui ont guidé ces ambitieux projets, sur les raisons de leurs échecs répétés ainsi que sur la nature de leurs conséquences, tant sociales qu'économiques et environnementales. Loin de répondre à la question de l'usage le plus approprié de ces terres, les projets de mise en valeur du désert ont constitué pour les pouvoirs publics une échappatoire aux problèmes des « vieilles terres » de la vallée et du delta du Nil, qu'il s'agisse des fortes densités de population, de la pauvreté, de la pollution ou du chômage.

L'auteur montre de façon très convaincante comment ces projets relèvent à la fois d'une approche *top-down* et d'une politique de l'offre ne prenant aucunement en compte la demande des acteurs ou leurs besoins spécifiques. « Construisons et les habitants viendront ! », « Bonifions et les producteurs s'installeront ! », autant d'idées fausses qui ont guidé les institutions sectorielles en charge de leur mise en œuvre au cours des dernières décennies. Leurs échecs s'expliquent également par l'absence de prise en compte des contraintes logistiques ainsi que par le manque d'attention aux solidarités communautaires et au capital social. Différents projets agricoles, résidentiels ou industriels créés *ex nihilo* dans le désert s'imposent ainsi comme de véritables îlots mal reliés au reste du territoire et sans vie sociale : villes nouvelles sans infrastructures de transport collectif et sans services à la population, ou encore périmètres agricoles sans infrastructures de stockage et de commercialisation et reposant en partie sur une

Analyses bibliographiques

main-d'œuvre masculine saisonnière logée sur place dans des installations de fortune. L'ouvrage s'organise en dix chapitres. Après avoir présenté les spécificités des territoires désertiques dans le premier chapitre, l'auteur met en avant l'« obsession » que représentent ces « rêves de désert » pour les différents gouvernements égyptiens des années 1950 à aujourd'hui, l'actuel président Abd el-Fattah al-Sissi s'étant assigné pour objectif de « réaliser l'*Egyptian dream* sur 100 % de la terre égyptienne ». Ces utopies s'inscrivent de façon privilégiée au sein des territoires des marges désertiques du delta du Nil — les plus proches et les plus faciles à mettre en valeur —, mais aussi sur les littoraux, dans la péninsule du Sinaï et plus loin dans le désert occidental ; en témoigne le projet de nouvelle vallée parallèle à celle du Nil, projet qui date de l'époque nassérienne et sans cesse remis au goût du jour depuis. Les chapitres 3 à 6 analysent de façon approfondie les projets de mise en valeur du désert dans quatre secteurs majeurs : l'agriculture avec la bonification d'ambitieux périmètres agricoles sur les marges du delta, dans le Sinaï et dans l'extrême Sud du pays ; l'habitat avec la création d'un ensemble de villes nouvelles en périphérie du Caire et au sein de différents gouvernorats de province ; le tourisme *via* la multiplication des complexes hôteliers et résidentiels littoraux, ainsi que les perspectives écotouristiques encore balbutiantes ; et enfin, l'industrie, les activités d'extraction et « tout le reste » (cimetières, décharges, etc.). Pour chacun de ces secteurs, l'auteur revient sur les arguments utilisés pour justifier de projets souvent excessivement coûteux et restés en partie ou totalement inachevés. C'est le cas de Toshka qui devait voir la mise en culture de 250 000 ha grâce aux eaux du lac Nasser et la création de logements et d'emplois pour plusieurs dizaines de milliers d'Égyptiens venus de la vallée. C'est aussi le cas des projets de villes nouvelles, où

le nombre de créations d'emplois demeure très loin des objectifs initiaux et ne contribue que marginalement à la déconcentration des activités cairotés. Le mégaprojet de nouvelle capitale administrative au sud-est du Caire, lancé en février 2015 après la publication de cet ouvrage, vient attester d'une véritable fuite en avant, dénoncée par David Sims, sans prise en compte des erreurs du passé ou des infrastructures laissées à l'abandon. Au terme de cette approche sectorielle fouillée, offrant aux lecteurs la possibilité de lire chacun de ces quatre chapitres indépendamment des autres, l'auteur revient plus en détail, dans le chapitre 7, sur l'objectif prioritaire que se sont fixés les pouvoirs publics égyptiens : la relocalisation d'une partie significative de la population égyptienne afin d'alléger les densités de population des vieilles terres et contribuer ainsi à une répartition plus harmonieuse de la population. Afin d'évaluer cette mission « quasi religieuse » pour l'État égyptien, David Sims s'appuie sur un ensemble de données statistiques qui mettent en avant l'accroissement marginal de la population au sein des espaces désertiques : « Entre 1996 et 2006, 152 000 personnes se sont installées chaque année sur les terres désertiques, alors que la population de la vallée s'est accrue de 1,2 million par an ».

Deux chapitres permettent ensuite de mieux comprendre le système complexe de relations qui se nouent entre acteurs publics et privés pour l'allocation des ressources foncières en Égypte. L'étude des modalités de gestion de ces ressources par un État faible, en proie à une multitude de pressions externes et internes, est menée. L'auteur décrit et interroge les dysfonctionnements nombreux, au premier rang desquels le nombre très réduit d'individus, souvent proches du pouvoir, qui ont réussi à bénéficier de ces terres et à s'enrichir fortement *via* notamment des processus de spéculation foncière. Selon David Sims, « le

Analyses bibliographiques

degré avec lequel le gouvernement égyptien et ses différentes agences ont exploité cette ressource publique de premier plan, en particulier par la dilapidation de ses composantes les plus précieuses, est stupéfiant. » Dépassant la seule dénonciation des politiques précédentes, l'auteur achève son ouvrage par un dernier chapitre consacré à un ensemble de propositions pour l'élaboration d'un nouveau système de gestion des terres publiques.

L'ouvrage de David Sims est donc d'une importance fondamentale pour qui veut comprendre les stratégies d'aménagement du territoire égyptien et les relations qui se nouent entre acteurs publics et privés pour la gestion et l'allocation des terres désertiques depuis le milieu du XX^e siècle. Dans le contexte actuel où le gouvernement égyptien lance et relance avec beaucoup de bruit une série de grands projets dans le désert, cette publication ne peut qu'encourager les chercheurs à approfondir ces questions. En dépit des échecs nombreux et avérés, certains espaces désertiques ont vu l'installation de populations, parfois de façon spontanée et indépendante des projets étatiques, comme l'explique David Sims. C'est donc aussi à une étude de ces populations qui vivent, produisent ou passent leurs vacances dans les terres désertiques et qui proviennent d'horizons variés que l'ouvrage de David Sims appelle.

Delphine Acloque
Doctorante en géographie
Université Paris 10

Radwa el-Gabry, *Political Satire in Egypt after 2011: The Effect of the Second Season of the Satirical Show Al-Bernameg (2012-2013) on the Egyptian Audience*, Sarrebruck, Lambert Academic Publishing, 2014, 116 pages, EAN : 9783659592935, 49,90 €.

The 2011 Egyptian Revolution became a watershed event for the Egyptian media.

Changes in socio-political conditions and the ensuing political turmoil have been creating a new media milieu. Soon after the downfall of the Mubarak regime, media reforms such as restructuring of media regulations and purging of the old regime's remnants were undertaken. Additionally, new private media entities appeared one after another and both journalists and citizens became more politically active than before. Although this state of progress has not lasted long and further repression has followed, the recent socio-political fabric of the Egyptian media is not the same as in the pre-revolution period. Therefore, this book, which focuses on a satirical show that was introduced to Egyptian society in the post-revolution period for the first time in its history, helps us to understand what is happening in recent Egyptian media.

The book is based on the author's master's thesis submitted to the American University in Cairo (AUC) in 2014. As the title shows, it aims to reveal the effect of the second season of the satirical show *Al-Bernameg* ("The Program") on Egyptian audiences. As discussed closely in the book, *Al-Bernameg*, hosted by former cardiac surgeon and satirist Bassem Youssef, was first presented on YouTube, and then attained nation-wide popularity after being relayed on Egyptian private channels ONTV and CBC. The fact that Youssef was named as one of *Time* magazine's '100 most influential people in the world' in 2013 undoubtedly indicates how this show captured the Egyptian imagination.

The book has seven chapters. Chapter 1, after outlining the transformation of the Egyptian media situation that succeeded the 2011 Egyptian Revolution, describes the increase in the number of private media entities and vibrant internet activities in Egypt, and describes the introduction of *Al-Bernameg* into post-revolution Egyptian society. This chapter reminds us that the

Analyses bibliographiques

appearance of this satirical show, which dared to mock authorities and harshly criticize them, was not caused by chance; rather, it was the natural outcome of a society where ordinary people have been emancipated from authoritarian rule.

Chapter 2 examines the definition and history of satire, development of satirical shows in both the U.S. and Egypt, and satire's potential to affect audiences' perceptions and desire to engage with politics. Although Egypt has a long tradition of satire, the author explicitly mentions that Egyptian satirical shows imitate American ones such as *Saturday Night Live*. This chapter helps us to understand how *Al-Bernameg* became famous in Egypt and how this kind of non-political show works in real politics.

Chapter 3 refers to the author's theoretical framework. To reveal "the reason why the audience are turning to satire show[s]" and "how viewing this type of content can influence the audience's perception of the social reality", the author refers to both the uses and gratifications theory and the cultivation theory.

Chapter 4 moves on to the methodological inquiry. In particular, after examining the purposes and technical aspects of the questionnaire used in her research, the author proposes some research variables: two independent variables (the exposure to the program and the frequency of exposure) and two dependent variables (viewers' perceptions about political reality in Egypt and political engagement and participation).

Chapter 5 reveals the research findings. After mentioning the characteristics of the samples (gathered through social networking sites and emails), this chapter clarifies audiences' tendencies and viewing patterns with regard to *Al-Bernameg*, as well as the relationship between exposure to the program and viewers' perceptions about political reality and viewer engagement in politics. Although each finding seems to be rather

limited, the results are useful for understanding the correlation between the show and its audiences.

Chapter 6 moves on to the conclusion. This chapter provides the summary of this book and the results of the sampling survey. After re-positioning her study in the previous political communication literatures, the author emphasizes that the boundary between news and comedy has been blurred and the dualistic understanding of news and comedy is no longer valid when considering current Egyptian media. Although this viewpoint is not new, the author succeeds in proving that this principle applies to *Al-Bernameg*, the first satirical show on Egyptian TV, through the use of empirical data. Although the results of her findings deny easy generalization, all the findings contribute to our understanding of *Al-Bernameg* and its relevance to audiences.

This book is an important snapshot of current Egyptian media and is highly evaluated because of the following two reasons. First, the author's focus on Arabic satirical shows is important in itself. As the author clearly mentions, the boundary between entertainment and political programs is not obvious and exploring the entertainment-politics nexus leads us to the better understanding of contemporary Egyptian and global media dynamics. Although some scholars such as Marwan Kraidy, a professor at the University of Pennsylvania, has done pioneering work in this field, the total number of studies is scarce. Therefore, this book contributes a lot to the field of communication studies. Second, the author adopts quantitative methods to clarify why people watch satirical shows, the attitudinal changes among audiences towards politics, and the cognitive influence of satirical shows on audiences' political engagement. If we take the recent difficulties in conducting opinion research in Egypt into consideration, this empirical study is all the more important.

Analyses bibliographiques

However, this book presents two shortcomings. First, the author should have worked out her research's theoretical and methodological aspects more carefully because many previous studies have already pointed out the shortcomings of the cultivation theory. Thus, when relaying on this theory, the author should have mentioned how she intended to overcome the shortcomings. In this sense, although this book contributes to our understanding of Egyptian media, it fails to contribute to political communication theories because it does not intend to overcome a criticized approach. In addition, as the author acknowledges, the sample used in this study seems to lack balance. The author's adherence to the “scientific” method seems to have narrowed her perspectives when arguing about this very interesting topic. Second, the book seems to lack a coherent and comprehensive “story”, it does not manage to take the dynamics of media and society into consideration. As the author emphasizes, *Al-Bernameg* was highly political and its contents reflected the social reality of Egyptian socio-politics when it was airing. The author should thus have closely argued about the dynamics of media and contemporary Egyptian socio-politics.

However, regardless of these shortcomings, this book helps us a lot in understanding current Egyptian media and what has been happening in contemporary Egyptian society. Therefore, I would like to highly recommend this book to anyone interested in Egyptian politics, society, and media in the post-revolution period.

Yushi Chiba
Université de Tokyo

Reem Bassiouney, *Language and Identity in Modern Egypt*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2014, 416 pages, EAN : 9780748699940, 36 €.

Cet ouvrage offre une approche sociolinguistique visant à lier identité et langage. Portant

sur l'Égypte des XX^e et XXI^e siècles, il s'inscrit tout particulièrement dans le contexte de la révolution égyptienne du 25 janvier 2011. Alors que des mouvements de protestations remettent en cause la légitimité du président Hosni Moubarak et de son gouvernement, Reem Bassiouney – professeur à l'Université américaine du Caire – constate que de nombreuses déclarations concernant l'identité égyptienne contiennent des références directes au langage. Elle souligne une nouveauté émanant de ce contexte : le langage en tant que marqueur d'identité est devenu un élément crucial de la contestation politique entre le peuple et le régime autoritaire. L'objectif de l'ouvrage est donc double : examiner l'usage du langage dans le discours public égyptien afin de cerner l'identité collective égyptienne puis observer la manifestation de cette identité dans la forme et le contenu du langage. L'auteur soutient qu'il est impossible de décrire les changements sociaux et politiques égyptiens sans faire référence à la communauté linguistique diglossique de l'Égypte, caractéristique commune aux pays arabes. Selon elle, le choix d'un code linguistique reflète fréquemment une vision sociale ou politique et, plus encore, une identité. Ainsi, l'hypothèse centrale est que l'accès au langage, considéré en tant que ressource, est constamment négocié. L'ouvrage cherche à favoriser la compréhension, d'une part, de la relation entre l'identité et le langage et, d'autre part, des façons complexes dont le discours public, tel que celui des médias, contribue à déterminer une identité par le biais de procédés linguistiques. Fondé sur une approche analytique théorique rigoureuse, il présente un intérêt tout particulier pour les sociolinguistes. Situé à l'intersection des champs du langage, de l'identité et du discours public, l'étude s'adresse aussi aux chercheurs dans les domaines de la langue arabe et de la linguistique, de l'anthropologie, de la science politique, de l'histoire, de la psychologie, des médias et de la

Analyses bibliographiques

communication. Ayant trait à la question de l'identité, l'ouvrage vise plus globalement le grand public.

Le chapitre premier est consacré à la définition des termes utilisés et à l'élaboration d'un cadre théorique. Une grande partie de cette section est destinée à la théorisation de l'identité au travers du discours avec le développement de concepts tels que la diglossie, l'indexicalité, la prise de position, l'alternance de codes et le choix de codes. Face à la manipulation complexe de certaines notions, la présence de schémas récapitulatifs est appréciable. De façon systématique, l'auteur fait état des théories sociolinguistiques et des définitions préexistantes pour ensuite dresser leurs limites, les étayer et les adapter au sujet traité. Il ressort que le discours public a tendance à homogénéiser la perception du peuple égyptien, vu comme formant une communauté cohérente. Il est énoncé que l'identité égyptienne mentionnée dans le discours public est indissociable d'éléments individuels, sociaux et nationaux. L'auteur conclue qu'une étude minutieuse de l'identité dépend alors de concepts linguistiques. Le langage est donc considéré à la fois comme marqueur et comme générateur d'identité.

Les deux chapitres suivants fixent les bases de l'usage des ressources linguistiques dans le discours public égyptien. Ils brossent un aperçu des références idéologiques et perceptuelles de l'usage du langage en Égypte. L'auteur dresse une présentation historique du développement de l'identité nationale de l'Égypte moderne au prisme du langage en en soulignant les tournants majeurs (comme la période coloniale britannique). La tension sociolinguistique entre l'usage de l'arabe standard et de l'arabe égyptien dialectal est analysée au travers du contexte historique ; tous deux ayant des fonctions et connotations bien spécifiques. Par exemple, il est établi que l'usage de l'arabe standard est associé à la fois à des discours

sincères et véridiques et à des demandes légitimes. Toutefois, l'auteur remarque que les associations idéologiques attribuées aux diverses variétés de langage ne sont pas nécessairement fixes et demeurent un sujet politiquement sensible. Afin de cerner les éléments majeurs qui façonnent l'identité de l'Égypte moderne dans le discours public, l'étude du langage se fonde ici non seulement sur des propos d'universitaires, d'intellectuels et de politiciens mais aussi sur des propos « officiels » portant sur la politique, l'idéologie et l'attitude linguistiques. L'objectif de l'ouvrage étant de comprendre comment le langage est utilisé pour forger une identité, l'auteur insiste sur la nécessité de prendre en compte le conflit qui réside dans le choix de la forme de l'arabe associée à l'identité égyptienne. Afin d'examiner la connexion entre la forme du langage et ses associations, l'analyse repose sur des données empiriques variées et inhabituelles qui émanent de sources orales et écrites : des journaux égyptiens rédigés en anglais ou en arabe, des films, des interviews télévisées, des caricatures, des affiches, des profils de réseaux sociaux ainsi que deux livres : l'un, politique et l'autre, sociopsychologique. Il en résulte que l'arabe standard, langue du Coran et des textes islamiques, est associé au divin, à l'autorité, à la légitimité et, plus globalement, à l'unité d'une nation. D'où, selon l'auteur, les tentatives de stabilisation et de préservation de l'arabe standard. Quant à l'arabe égyptien dialectal, il est à la fois associé à l'hégémonie culturelle égyptienne sur le monde arabe, au prestige et à l'authenticité.

Le chapitre quatre développe une approche principalement descriptive fondée sur des données empiriques : notamment des chants patriotiques et des poèmes. L'application d'outils d'analyses sociolinguistiques montre comment les Égyptiens se définissent au travers du discours public où l'essence de l'identité repose sur l'historicité, l'ethnicité et la localité. Au cours de ses

Analyses bibliographiques

analyses textuelles, l'auteur parvient à éviter l'écueil de l'énumération de faits de langue pour en tirer les éléments révélateurs.

Le chapitre cinq examine huit romans dans lesquels la présence de variables sociales sert à démarquer l'identité égyptienne. L'alternance de codes y est aussi employée comme ressource linguistique pour refléter un point de vue concernant l'identité.

Après avoir établi une architecture théorique rigoureuse, le dernier chapitre est destiné à l'étude de cas chronologique de la révolution égyptienne de 2011. Les discussions relatives au langage en tant que variable sociale qui ont eu lieu avant, pendant et après la révolution sont analysées au travers de débats télévisés et de poèmes. La politisation de l'identité et du langage qui s'est produite au cours de cette révolution fournit un terreau novateur pour l'analyse linguistique visant à observer comment le langage est lié directement aux conflits politiques. Le concept de « trouble linguistique » est ici utilisé pour faire référence à la façon dont les codes peuvent être manipulés en temps d'agitation politique. Lors de la révolution de 2011, la question centrale s'articulait autour de savoir qui était « véritablement » égyptien. Bien qu'il ne soit pas maîtrisé par la majorité de la population, il s'avère que la connaissance de l'arabe standard soit un prérequis incontournable pour prétendre à la légitimité politique. Toutefois, l'accès à l'arabe égyptien dialectal peut aussi être essentiel, lorsque l'on souligne qu'il représente ce qui est commun à l'ensemble de la population égyptienne.

Il s'agit donc d'une contribution majeure au domaine de la sociolinguistique qui propose une analyse se fondant à la fois sur un cadre théorique remodelé et actualisé et sur une approche empirique qualitative, détaillée au travers d'analyses textuelles. La complexité de certains concepts linguistiques spécifiques et leurs enchevêtrements avec la question identitaire ainsi que la den-

sité des informations sont généralement contrebalancés par un écrit limpide et hautement structuré. Bien que spécifique à l'Égypte, cette étude sociolinguistique offre une approche novatrice dont la grille de lecture pourrait être transposable à l'étude de la construction identitaire en général.

Camille Gantier
Doctorante
Institut d'études politiques de Lyon

Alaa el-Aswany, *Extrémisme religieux et dictature. Les deux faces d'un malheur historique*, traduction Gilles Gauthier, Paris, Actes Sud, 2014, 240 pages, EAN : 9782330036515, 22 €.

Ce livre est un recueil de vingt-neuf articles d'opinion publiés en langue arabe par le romancier égyptien Alaa el-Aswany. Les thématiques traitées varient en fonction de la période et tiennent compte des évolutions propres à la société égyptienne et aux élites gouvernantes. Un premier ensemble d'articles, parus entre 2009 et 2013 dans *Al-Shorouk*, revient ainsi sur plusieurs phénomènes qui sévissent dans la société égyptienne prérévolutionnaire et l'implication du régime de Hosni Moubarak pour les faire durer. Un deuxième ensemble d'articles, publiés à partir de janvier 2011 par *Al-Masry al-Youm*, s'arrête principalement sur les implications de l'arrivée en masse des islamistes dans la sphère politique. Enfin, les deux derniers articles sont consacrés à la conjoncture particulière post-3 juillet 2013, à savoir le renversement de Mohamed Morsi et la situation de répression à l'encontre de militants prorévolution.

Sous le titre *Extrémisme religieux et dictature. Les deux faces d'un malheur historique*, El-Aswany tente de capturer un nombre de phénomènes qu'il juge à la base étrangers à la société égyptienne. Il écrit au sujet de la liberté de croyance et de l'égalité entre les citoyens sans égard pour la religion, de certaines pratiques religieuses issues du wah-

Analyses bibliographiques

habisme, des affaires relatives aux pratiques des agents de l'État (corruption, torture, ou fraude électorale), du statut de la femme et la propagation du harcèlement sexuel ou encore de la question copte. L'écrivain tente d'identifier les dysfonctionnements propres à la société et à l'État qu'il faut combattre en menant deux batailles « l'une pour la réforme démocratique afin que les Égyptiens arrachent leur droit naturel à choisir ceux qui les gouvernent, et l'autre pour libérer la religion des sornettes, de l'ignorance, de l'hypocrisie et d'un formalisme mensonger ». Malgré cette dénonciation de la dictature politique comme étant responsable de ces phénomènes, cette dernière ne fait pas l'objet d'un traitement systématique à la différence de l'impact de la pensée wahhabite sur la société égyptienne. C'est à ce phénomène de « piété alternative » qu'il consacre le plus de développements, la considérant comme très dangereuse pour la société puisqu'elle « effectue une coupure totale entre le privé et le public ». Il y perçoit la cause de l'asservissement volontaire de la population. L'auteur souligne l'écart entre les pratiques quotidiennes (fraude électorale, torture, maltraitance ou harcèlement sexuel) contraires à la loi musulmane et cette « piété alternative » qui considère la religion comme un « culte des apparences ». Ainsi combattre le harcèlement sexuel à l'encontre des femmes ou mettre fin à la fraude électorale ne pourrait se faire qu'avec un retour vers une vision « civilisée » et une lecture « égyptienne » de l'islam.

La question propre au statut de la femme vient en première ligne de son attaque contre la pensée wahhabite puisqu'elle lui retire son humanité en la considérant comme un simple instrument de jouissance. C'est ainsi que l'auteur évoque la question du harcèlement sexuel et s'étonne d'ailleurs que ce soit dans les sociétés fermées — celles où le *niqab* est « imposé » à la femme — que l'on rencontre le plus d'agressions et de harcèlements sexuels.

Ce même islam wahhabite, importé en Égypte, serait la cause des incidents communautaires dans la mesure où il aurait pour vocation d'ôter leurs droits aux citoyens non musulmans. Le cas des citoyens bahais en est un parfait exemple. El-Aswany montre également comment le régime de Hosni Moubarak a contribué à diviser les communautés. Plus fondamentalement, c'est la question copte qui occupe El-Aswany. Il traite ainsi des cas de conversion de l'islam vers le christianisme et *vice versa* et des problèmes que cela pose en pratique. Il s'arrête ensuite sur le rôle de l'Église copte et sa transformation progressive vers une sorte de « parti politique communautaire ». Enfin, la question copte est étudiée dans son lien avec celle de la citoyenneté. L'auteur fait alors l'éloge de la révolution de 1919 dans laquelle il perçoit un moment d'unité citoyenne, où l'appartenance religieuse n'était pas un problème.

Puis El-Aswany passe à un débat plus large : l'instauration d'un « État civil » (*dawla madaniyya*) démocratique en Égypte. Ce sujet alimente largement les articles de la période post-révolutionnaire, écrits pendant les débats autour de la constitution. La question de l'application de la charia et de la jurisprudence en tant que sources principales de législation y était posée, d'autant plus que les assemblées constituantes étaient alors contrôlées par les islamistes. Cet État civil est défini à deux reprises. D'abord en référence à la notion de civilité : « un État où la souveraineté appartient au peuple et le pouvoir à la nation. C'est l'État de la loi et des institutions qui établit l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans égard pour leur religion ». La deuxième définition de *dawla madaniyya*, que Gilles Gauthier traduit par « État séculier », pose « un État qui ne fait pas de liens entre la religion et les droits politiques ». Tout au long de ce livre, la traduction en français fait indistinctement référence à un État séculier et à un État civil. L'indifférenciation entre ces deux

Analyses bibliographiques

notions est problématique. Séculier peut en effet s'entendre comme synonyme de laïc (*'ilmani*), c'est-à-dire posant une séparation nette de la religion et de l'État où aucune référence ne devrait être faite ni à une religion d'État ni à la loi islamique. Toutefois, El-Aswany insiste sur un autre sens et, surtout, se dit opposé à ce principe de sécularisme puisqu'il défend l'application de la loi islamique. El-Aswany évoque d'ailleurs les Frères musulmans et les salafistes sans forcément distinguer leur mode de pensée et leur idéologie. Il tente de déconstruire l'idée d'un monopole de la sphère religieuse détenue par les seuls islamistes et s'étonne de la capacité de ces dirigeants, se présentant comme « religieux » et « pieux », à mentir au peuple.

En somme Alaa el-Aswany tente de présenter un nombre de phénomènes responsables de malaises sociaux, tout en établissant un lien entre les dangers de l'extrémisme religieux (quelle que soit la religion) et de la dictature politique et/ou militaire. Il revient aussi sur des événements et moments-clés de l'histoire égyptienne récente (comme ses récits des journées révolutionnaires de janvier-février 2011 ou de la période 30 juin-3 juillet 2013), offrant un témoignage de grande valeur : le romancier était en effet en première ligne puisqu'il fait partie de l'élite politique et intellectuelle égyptienne. Dans ce recueil, El-Aswany essaye de démontrer que seule la démocratie peut corriger les erreurs du passé, à la fois face à la dictature et à l'extrémisme religieux, sans pour autant définir réellement la démocratie. En outre, on observe un déséquilibre entre le nombre d'articles consacrés au danger d'une certaine pratique religieuse et ceux traitant directement de l'impact de la dictature. Est-ce un choix de l'auteur et du traducteur ? Celui de la maison d'édition ? En tout état de cause, le tout aurait pu être plus équilibré afin de laisser de la place à l'autre « mal » de l'Égypte et d'éviter les redondances. Ces remarques

ne doivent cependant pas masquer l'apport de cet ouvrage destiné au grand public : donner accès aux principales composantes d'une pensée qui se veut libérale et qui présente de nombreux traits d'un conservatisme social, notamment sur la définition de ce que devrait être un État démocratique et musulman.

Chaymaa Hassabo
Chercheuse associée
Collège de France

**Bernard Rougier, Stéphane Lacroix (dir.),
L'Égypte en révolutions, Paris, PUF,
2015, 328 pages, EAN : 9782130607854,
27 €.**

Pour qui veut comprendre où en est l'Égypte après quatre ans de secousses révolutionnaires et contre-révolutionnaires, en dépassant les idées simples et l'opposition réductrice armée/Frères musulmans, le livre de Bernard Rougier et Stéphane Lacroix est incontournable.

Regroupant les contributions d'une quinzaine d'auteurs, principalement français et égyptiens, en majorité chercheurs membres ou proches du Cedej, ce livre a d'emblée deux grandes qualités : il nous donne à voir la complexité du paysage de l'islam politique et propose une lecture en profondeur et multidimensionnelle de la réalité politique et sociale égyptienne.

En effet, la première leçon de ces quatre années concerne la transformation des Frères musulmans face au défi de légalité. Habités à jouer de l'indéfinition de leur nature (entre politique et caritatif) et de l'ambiguïté de leur statut (illégalité tolérée), ils ont dû assumer la dissociation entre la forme parti (avec la création du Parti liberté et justice) et la forme association (légalisation des Frères musulmans en tant que tels). Ils ont également dû faire face aux conséquences de l'accès au pouvoir qui suscite le doute sur le désintéressement de leur action (alors qu'elle était au fondement

Analyses bibliographiques

de leur popularité) et à l'opposition croissante des courants islamiques plus radicaux (Marie Vannetzel). Bien plus, alors même que leur programme avait un contenu social marqué (Amr Adly), leur méfiance à l'égard du monde ouvrier et leur proximité avec les milieux d'affaires se sont traduits par une forme de pragmatisme trahissant une absence de vision des enjeux sociaux et par ce que Patrick Haenni qualifie de « primat de la gouvernance sur le politique ». Plaçant la priorité dans la lutte contre l'« État profond » et les corporatismes, ils auraient tenté de procéder à une « frésiation » de l'État mais aussi de monter la jeune garde de l'armée (Al-Sissi) contre ses vieux représentants (Tantawi). Ce souci de compromis avec l'armée s'est finalement retourné contre eux et a contribué à la montée de courants et de partis islamistes radicaux : plus que les Frères musulmans, c'est en effet le « salafisme révolutionnaire » qui s'est rapidement avéré un acteur central du mouvement révolutionnaire. Toutefois, bien qu'ayant rallié des masses de jeunes, les multiples petits groupes salafistes radicaux ont eu du mal à dépasser la dépendance à l'égard du leader charismatique qu'était Hazem Abou Smail et ont été marginalisés après 2013, ou ont rejoint les Frères musulmans radicalisés par la répression (Stéphane Lacroix & Ahmed Zaghoul Chalata).

L'ouverture du jeu politique qui a suivi la chute de Hosni Moubarak s'est traduite par la multiplication des scrutins électoraux (élections législatives de décembre 2011, présidentielles de 2012 et 2014, référendums constitutionnels de 2011 et 2014), accompagnés de la création d'une multitude de partis politiques. L'analyse des batailles électorales (Clément Steuer) et de leurs résultats (Bernard Rougier & Hala Bayoumi) permet de mettre en évidence la complexité des enjeux et des clivages et, plus encore, des déterminants du vote. Le premier enjeu est celui du caractère de l'État, civil ou religieux, qui sera au centre

des débats constitutionnels. Mais le clivage entre islamisation et sécularisation en a croisé un autre entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires et a débouché sur la victoire d'une coalition inédite et imprévue entre révolutionnaires sécularisant et forces contre-révolutionnaires, issues de l'ancien régime. Son objectif premier était de renverser le premier président élu, Mohamed Morsi, qui lui-même avait hésité à s'allier avec les révolutionnaires ou avec les forces conservatrices contre-révolutionnaires (l'armée, les forces de sécurité et certains milieux d'affaires). La remarquable analyse des résultats électoraux et de leur évolution au fil des scrutins éclaire la façon dont ces enjeux ont été interprétés et vécus par les électeurs. Il en ressort ainsi non seulement que le vote massif pour les Frères musulman en 2011 lors des premières législatives est devenu très minoritaire au moment de l'élection de Mohamed Morsi en 2012, mais aussi que sa signification est très différente d'une région à l'autre. Trois grandes régions se dégagent de cette analyse : le delta, où dominant les forces séculières, les grandes villes (Le Caire, Alexandrie), où les camps sont équilibrés et la vallée du Nil, où le vote Frères musulmans a ensuite glissé vers les salafistes du parti Al-Nour. C'est ainsi une double radicalisation, en sens contraire, des forces révolutionnaires laïcisantes dans le delta et en ville et des salafistes en Haute-Égypte qui a permis l'élection de Mohamed Morsi – avant de provoquer sa chute en juin 2013. Or, au-delà d'un vote qui serait déterminé par la pauvreté, les auteurs repèrent un vote ouvrier et paysan, soulignant l'importance des enjeux sociaux. En effet, si les mobilisations ouvrières sont bien repérées et ont fait l'objet d'un nombre relativement important de travaux, on sait peu de chose sur la situation des paysans. Mais tandis que la révolution a enfin permis la création de centaines de syndicats indépendants, la condition ouvrière n'a guère

changé — expliquant l’explosion des conflits sociaux (Nadine Abdalla).

On ne saurait certes ici résumer l’ensemble des contributions qui chacune apportent un éclairage particulier pour comprendre ce qui s’est joué depuis 2011. Citons encore la contribution de Nathan Brown, à propos de la centralité de la justice dans le jeu politique, où l’auteur souligne la prédominance d’une logique corporatiste susceptible de favoriser une balkanisation de l’État. On pourrait ajouter que cette logique se retrouve dans de nombreux secteurs de la société et en particulier dans les professions supérieures qui, à la différence du monde ouvrier, n’ont pas réussi à briser le monopole des syndicats professionnels hérités de l’époque nassérienne. La diversité de la société égyptienne et des mobilisations qui la traversent est également évoquée à travers la question copte, portée par une jeunesse active et la situation particulière du Sinaï, où se côtoient bédouins, Palestiniens et anciennes familles de notables. La question sensible des Palestiniens conjuguée à l’aggravation du sentiment d’humiliation par la poursuite d’une politique répressive y favorise la montée du djihadisme. Des mobilisations urbaines originales, à travers les comités populaires nés durant les premiers mois de la révolution, ont progressivement pris en charge les problèmes de la vie quotidienne face aux promesses non tenues et à l’inertie du gouvernement des Frères musulmans.

Ce que montrent les auteurs de l’ouvrage, loin d’un retour à la situation antérieure à 2011, c’est donc bien le profond bouleversement qu’a connu le paysage politique égyptien, dans le sens d’une segmentation de la société et d’un durcissement des clivages, qui ne peut que laisser présager de nouvelles batailles à venir.

Élisabeth Longuenesse
Laboratoire Printemps/UVSQ

Hazem Kandil, *Inside the Brotherhood*, Cambridge, Polity, 2015, 224 pages, EAN : 9780745682914, 25 €.

Hazem Kandil nous livre ici les résultats d’une étude mixte : à la fois politique, sociologique et historique (des origines du mouvement — voire des prémices de l’islam — à nos jours) et de terrain (de 2006 à la destitution de Mohamed Morsi en 2013). Il s’agit pour l’auteur de répondre à deux questions : comment les Frères musulmans ont-ils pu se faire renverser sans que le peuple égyptien ne s’y oppose — alors qu’il avait voté pour eux en 2012 — et comment se manifeste le caractère idéologique de l’organisation ? Pour y répondre, Hazem Kandil a recours à la notion de déterminisme religieux qui est le principe original structurant qui fait de l’islamisme, inventé par les Frères musulmans, une idéologie. Il fait sa force, puisqu’il permet depuis la création de la confrérie en 1928 par Hassan al-Banna de maintenir une unité quasi totale entre des courants parfois opposés (pieux concentrés sur la culture de l’individu, partisans de l’action directe qui se réclament du deuxième fondateur — Sayyid Qutb — et réformistes) et de fonctionner pragmatiquement sans projet politique, économique et social clairement défini, si ce n’est le rétablissement du califat par un groupe de vrais musulmans porté aux nues par Dieu lui-même. Mais le déterminisme religieux est aussi ce qui fait la faiblesse de l’islamisme tel qu’il est porté par les Frères musulmans, écrasé par les conditions historiques de sa création — comme toute idéologie. Cela provoque une définition bien plus par la négative (il n’est ni capitaliste ni libéral ni socialiste) et bloque l’action politique puisque tout est fonction du plan que Dieu a prévu et de la réunion des conditions historiques et matérielles pour le changement. Selon l’auteur, alors que le projet initial des Frères musulmans est de réformer la société grâce à une avant-garde, ils se révèlent incapables

Analyses bibliographiques

et dépassés en dehors du niveau interpersonnel de la *umma* ou, tout au plus, du local (mairies, syndicats et organisation étudiantes). Si l'on a parfois le sentiment que l'auteur voit les Frères musulmans comme des illuminés un peu naïfs, on réalise qu'il a en réalité voulu comprendre le fonctionnement interne de l'organisation, notamment en insistant sur les rapports de cette dernière à ses membres plutôt qu'à ceux qu'elle tisse avec son environnement — précisément parce que c'est ainsi qu'elle fonctionne.

En effet, l'étude des sociétés sécularisées et des sciences humaines et sociales (*de facto* occidentalisées) est décriée au profit d'un enseignement par la pratique et les liens affectifs d'une interprétation du Coran qui se présente comme une lecture littérale. Aidés par les règlements, les responsables de « famille » jusqu'aux membres du Bureau de guidance pérennisent une institution inclusive et qu'ils souhaitent harmonieuse, censée faire côtoyer riches et pauvres, pieux et activistes, en tout cas toujours des « élus » cooptés et donc forcés de se montrer reconnaissants et dociles. Cet isolement du reste de la société et l'impossibilité de la critique interne s'accompagnent d'une justification permanente par la religion puisque, dans l'idéologie des Frères, la confrérie c'est l'islam. Ainsi toutes les contradictions et les entorses à la piété sont présentées comme nécessaires et comparées aux actes du prophète et de ses compagnons.

En 2013, c'est cette appropriation de l'islam qui aurait été durement ressentie par la population. Pour la première fois, selon Hazem Kandil, les Égyptiens se posaient la question de la différence entre islam et islamisme. Déçus par l'abandon des circonscriptions locales au profit des mandats nationaux et par le comportement des nouveaux élus (priorité donnée au placement de Frères à la tête des administrations, appui sur la sécurité nationale — décrédibilisée par sa

répression de la révolution en 2011 — pour mater les premiers mécontentements, jeu politique pour monter les anciens caciques du régime de Hosni Moubarak contre les activistes de la société civile, incapacité à formuler un projet politique portant les revendications de la révolution), les citoyens auraient appuyé passivement le renversement d'un parti qu'ils avaient pourtant élu un an plus tôt, remettant une nouvelle fois les clés du pouvoir à l'armée. L'auteur affirme qu'ils auraient préféré le retour à une situation autocratique à la poursuite de l'expérience islamiste.

Hazem Kandil propose de démontrer ce point de vue en quatre parties, la première présentant le processus d'acculturation du Frère, élu choisi par l'organisation qui s'évertue dès son recrutement de remplir toutes ses journées par des activités liées à la confrérie et lui proposant une nouvelle famille, un nouvel environnement social. La deuxième partie porte plus particulièrement sur la construction du mouvement comme véritable réseau social inclusif et performant une mythologie aux effets analysables dans le réel. La troisième partie porte sur l'idéologie et, notamment, sur la prédominance du courant qutbiste au sein de l'organisation (cf. sur ce point le texte de Sarah Ben Néfissa et Mahmoud Hamdy Abo el-Kasem dans ce numéro : « L'organisation des Frères musulmans à l'aune de l'hypothèse qutbiste »). La quatrième partie retrace la lente ascension vers le pouvoir et fait un récit détaillé et éclairant de la période allant de janvier 2012 à juillet 2013.

Enfin, une cinquième partie aborde l'islamisme hors Frères musulmans en Égypte (notamment les tentatives infructueuses des réformistes pour proposer une alternative nationale, mais aussi le cas d'extrémistes comme Ayman al-Zawahri) et à l'étranger : en Palestine (Hamas), en Syrie (avec le massacre de Hama), en Lybie (où ils se placent entre les tenants du sécularisme et les

milices islamistes). Également en Jordanie, au Koweït et au Maroc où les rapports avec les monarchies sont différents (tolérance bienveillante de la part des monarques jusqu’au moment où les Frères deviennent trop influents). Puis, au Soudan où les islamistes ont goûté au pouvoir et se sont laissés corrompre par lui ; en Tunisie, où l’expérience de Al-Nahda semble susciter un certain enthousiasme chez l’auteur ; en Turquie, où la chute du califat a entraîné une sécularisation violente du pays et où, aujourd’hui, les islamistes gouvernent (sans échapper à l’*hubris* caractéristique des hommes au pouvoir, notamment lors de l’épisode de Gezi et de la répression de certains mouvements politiques). Enfin, l’islamisme en terre chiite et plus particulièrement en Iran.

C’est donc avec surprise que l’on découvre la question ouvrant la conclusion : assiste-t-on à la fin de l’islamisme ? Pour Hazem Kandil, le revers subi par la maison mère de l’islamisme ne peut pas rester sans conséquence pour les branches « filles ». Ce qu’il considère comme une sorte de prise de conscience des impasses de cette idéologie et de son principe-clé (le déterminisme religieux) doit forcément entraîner une nouvelle étape, en tout cas l’affirmation que la frontière entre l’espace public et l’espace privé est bien opérante et que les sociétés à majorité musulmane ne sont pas en reste pour la maintenir.

Emmanuel Jouai
Revue Tiers Monde

AFRIQUE

Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Olivier de Sardan (ed.), *States at Work. Dynamics of African Bureaucracies*, Leyde, Brill, 2014, 442 pages, EAN : 9789004264786, 62 €.

Cet ouvrage est le prolongement du projet de recherche « *States at work: public services and civil servants in West Africa. Education and justice in Benin, Ghana, Mali and Niger* ». Jean-Pierre Olivier de Sardan et Thomas Bierschenk dirigent leurs coauteurs, en majorité anthropologues (européens, béninois et nigérien), avec l’ambition de contribuer aux débats sur la construction de l’État en Afrique. Plaidant en faveur d’une approche empirique, ils souhaitent établir un dialogue avec d’autres disciplines qui se sont jusqu’à présent réservé l’étude de la bureaucratie africaine, à l’instar des sciences politiques ayant tendance à se limiter à établir les États occidentaux comme des parangons de l’État contemporain, recourant à des comparaisons qui mettent en avant les particularités culturelles, le clientélisme et le néopatrimonialisme¹ à l’œuvre au sein des États africains étudiés. L’anthropologie permet ici la mise en valeur des stratégies individuelles qui déterminent les actions des fonctionnaires. L’originalité de cet ouvrage réside en partie dans le déplacement de cette discipline qui étudie généralement l’informel comme ce qui est hors du contrôle de l’État alors que le regard se porte ici sur l’informel au sein de l’appareil étatique. Les auteurs insistent sur le fait que cette approche est non seulement pertinente pour l’Afrique, mais qu’il est envisageable – et même souhaitable – de l’appliquer à d’autres aires géographiques. En effet, aucun État n’est tout à fait conforme à l’idéal-type webérien.

1 Le patrimonialisme désigne un système où le statut hiérarchique de l’individu est lié à sa capacité à entretenir un réseau politique et social. Le préfixe néo- renvoie ici au fait que les postes-clés de l’administration d’un État sont occupés par des individus à même d’entretenir un tel système par l’utilisation de fonds publics.

Analyses bibliographiques

L'ouvrage se divise en deux parties, la première portant sur les bureaucrates, et la seconde sur la bureaucratie. Pour chacune, Jean-Pierre Olivier de Sardan et Thomas Bierschenk compilent des approches théoriques afin de donner au lecteur un bref aperçu de l'état de la recherche sur le sujet. L'ouvrage revient, en conclusion, sur les recherches que Jean-Pierre Olivier de Sardan a menées au cours de ces vingt dernières années et se place dans la continuité de ses travaux. L'histoire est ici abordée brièvement, soulignant le manque d'études empiriques. L'objet a changé, passant des élites à la classe moyenne. En effet, dans la période ayant suivi la décolonisation, on étudiait les individus ayant suivi une éducation occidentale et amenés à occuper les places les plus élevées dans le secteur public. L'approche évolue également. Plutôt que normalisatrice et s'attardant à expliquer le rôle des élites dans le développement ou le « sous-développement » et dans la modernisation de l'État, elle privilégie l'observation et la compréhension des règles et pratiques observées. L'idéal-type webérien n'est pas envisagé comme un but, mais comme un ensemble de catégories d'analyses et de points de repères.

Les articles compilés ont en grande majorité comme délimitation géographique des États d'Afrique de l'Ouest, avec la condition établie qu'ils ne soient pas des « *failed states* » au moment de la rédaction. Ainsi, on ne sera pas surpris de voir figurer le Mali. Bien qu'ils se gardent de vouloir généraliser leurs observations, les auteurs mettent en avant la récurrence des phénomènes observés. Le lien se trouve peut-être en partie dans l'histoire du continent. L'héritage colonial a laissé l'image d'un service public servant au contrôle social, à l'oppression politique et l'exploitation économique. Un fossé s'est creusé entre l'État et les citoyens qui voient l'administration comme un moyen d'enrichissement personnel de ses acteurs. Un constat s'impose sur le problème posé par

une bureaucratie à deux vitesses. La première est perçue comme corrompue et inefficace. La seconde est efficiente et dotée des meilleurs éléments. Elle est parfois soutenue par les instances internationales et bénéficie d'une protection contre les ingérences politiques. Les conditions de travail et le salaire y sont meilleurs. Mais au lieu de diffuser de bonnes pratiques, elle entretient un clivage. Les fonctionnaires les plus compétents, mais aussi les mieux connectés, cherchent à intégrer ces poches d'efficacité qui résultent souvent de l'intervention des pays occidentaux — souhaitant encourager des réformes — et qui s'avèrent d'autant plus contre-productives qu'elles exacerbent les tensions entre services au point de paralyser le système bureaucratique.

Les bureaucraties sont aussi des lieux d'innovations. Les réformes « *top-down* » montrent leurs limites alors qu'émergent des réformes « *bottom-up* » plus à même de cerner les particularités locales et formalisant ainsi des *habitus*. Dès lors, des pratiques informelles améliorant l'efficacité d'un service public sont institutionnalisées afin d'être diffusées à une échelle plus large. Les réformes « *top-down* », souvent encouragées — si ce n'est imposées — par les partenaires occidentaux, sont élaborées loin des réalités du quotidien des fonctionnaires locaux. Quand les initiateurs de la réforme pensent apporter une source de progrès et de changement, elle est plus souvent perçue comme une contrainte pour ceux qui en sont les sujets ou comme une rente par les bureaucrates, dont le capital est tant matériel que symbolique. L'exemple de la réforme de l'éducation au Bénin mise en avant par Azizou Chabi Imorou est édifiant. Alors que les enseignants doivent adapter leurs méthodologies, sans qu'aucune formation préalable ne soit décemment dispensée, aucune augmentation de salaire n'est prévue. De plus, l'implantation de la réforme est imposée en une année. La même réforme, en France — qui est d'ailleurs le bailleur de

Analyses bibliographiques

fonds de ce programme —, avait fait l’objet d’un débat entre les différents acteurs concernés et fut mise en place progressivement.

L’ensemble des articles ne cesse de s’inscrire en faux des stéréotypes et préjugés portant sur l’État africain. Ainsi, si la thèse néopatrimoniale ne peut décentement être écartée au vu de constats empiriques, elle doit être nuancée. Une carrière ne peut se faire sans réseau mais le réseau ne se suffit pas à lui-même. Les compétences sont d’autant plus importantes que l’on s’élève dans la hiérarchie. Interpréter l’informalité et les mauvaises performances systématiquement comme témoignant de pratiques néopatrimoniales est un biais. Ces pratiques ne sont pas exclusives du nationalisme, du sens du devoir et d’autres caractéristiques que l’on dénie le plus souvent aux fonctionnaires africains. L’article de Carola Lentz portant sur le Ghana insiste d’ailleurs sur la similitude des piliers de l’éthique des fonctionnaires qu’elle a interrogés avec l’idéal-type wébérien, tout en concédant l’importance de disposer d’un réseau.

Les auteurs soulignent d’ailleurs que si les critiques sont nombreuses vis-à-vis de la bureaucratie africaine, elles ne parviennent pas à un consensus. L’État est par exemple considéré trop présent ou trop effacé et le clientélisme est vu comme un fléau qui ronge l’ensemble de la société ou qui se restreint à un petit groupe. Les critiques négligent aussi le manque de fonds auxquels doivent faire face les fonctionnaires. Ainsi, les exemples abondent où ils doivent apporter leurs ressources personnelles pour mener à bien leur mission. En découle une pluralité de normes qui contribuent à affaiblir le pouvoir de l’État.

Si, à l’instar des auteurs de l’ouvrage, on admet que les différences macro entre les services publics du monde doivent être analysées comme l’accumulation de microprocessus, alors la démonstration de l’intérêt

de l’approche anthropologique dans l’étude de l’appareil étatique semble indéniable. Et alors que l’insatisfaction en Afrique vis-à-vis du mode de gouvernance bureaucratique est croissante, le besoin de réformes dans l’ensemble des services du secteur public se fait sentir. La demande vient de l’extérieur, c’est-à-dire des bailleurs de fonds, mais aussi et surtout des populations. Le comportement opportuniste des acteurs de l’État reflète un malaise touchant l’ensemble de la société. Les États sont aussi complexes et dynamiques que sur les autres continents, avec des pratiques et représentations variées et hétérogènes certes, ce qui n’empêche pas d’identifier de grandes lignes de convergence. *States at work* sera peut-être un point de départ de recherches à travers le monde afin de mieux appréhender ces phénomènes.

Morgan Faisant de Champchesnel
Association études et développement (AED)

AMÉRIQUE LATINE

Florencia Dansilio, Denis Merklen (dir.), *Cahiers des Amériques latines*, n° 77, L’Uruguay de José Mujica, Paris, IHEAL éditions, 2014, 194 pages, ISSN : 1141-7161, 18 €.

Ces *CAL* sont coordonnés par deux chercheurs en sciences sociales de l’Université Paris 3. Alors que s’organisaient de nouvelles élections présidentielles en octobre 2014, cette publication rassemblait des articles au sujet de l’Uruguay de José Mujica, président de la République entre 2010 et 2015.

L’éloge d’un président atypique et toujours encensé est dépassé pour mener une analyse économique et sociale de fond. Partant, Gustavo Pereira met en avant la concrétisation de la culture démocratique uruguayenne à travers la décennie de pouvoir du Frente Amplio (coalition uruguayenne de gauche

Analyses bibliographiques

réélue depuis 2005 et à laquelle appartient José Mujica), mais ne manque pas de souligner l'essoufflement de l'imagination radicale, celle qui donne à la gauche la perspective de changement social qui lui permet de se définir. Selon l'auteur, le Frente Amplio perd en ressources réflexives, ce qui se répercute sur sa capacité à se définir en tant que coalition de gauche. La dynamique gestionnaire de l'État visant à reproduire l'élite est à l'origine de cette perte d'élan avant-gardiste. Pour le philosophe, la baisse des ressources réflexives de la gauche est un frein à l'établissement de l'État-providence progressiste, qu'il voit comme l'achèvement du modèle de développement uruguayen.

Dans une analyse particulariste du président José Mujica, Denis Merklen montre que la victoire de l'homme était une évidence et que si son passé de Tupamaros (rébellion urbaine contre la dictature des années 1970-1980) et d'ex-prisonnier politique était un atout pour son arrivée au pouvoir, il constituait un frein pour certaines réformes. Alors que les élections d'octobre 2009 lui donnaient une large majorité, les citoyens votaient contre les deux référendums qu'il proposait : contre le vote des Uruguayens à l'étranger et contre l'abolition de la loi de caducité pénale. José Mujica rassemblait par sa personne mais divisait par ses volontés réformatrices. Philosophe et homme politique, parfois plus l'un que l'autre, « Pepe » Mujica a également promu un développement continental au sein de l'Unasur (Union des nations sud-américaines) afin de faire entrer l'Uruguay – et ses ressources naturelles, constituant sa principale base économique – dans la mondialisation.

La politique économique du quinquennat 2010-2015 est analysée par Luis Bértola qui montre que le Frente Amplio a su rééquilibrer la balance commerciale de l'Uruguay en s'extirpant des problèmes caractéristiques de l'économie du sous-continent américain,

à savoir des cycles courts de croissance soutenue qui alternent avec des périodes de récession. Depuis 1998, l'économie uruguayenne converge en effet vers celle des pays développés (exemple du PIB par habitant), en partie grâce à une conjoncture particulièrement favorable de stabilité des prix. Les présidences Vázquez puis Mujica ont renforcé les institutions publiques en amenant à un consensus rapide contre la crise de la fin des années 1990, et ce, en s'appuyant sur les ressources naturelles du pays et en promouvant une politique d'investissements importants (les IDE participant à hauteur de 30 % des investissements totaux). Cet approvisionnement du compte en capital, couplé à une politique de réduction de la dette extérieure, a permis de combler les déséquilibres commerciaux, bête noire du pays – contraint d'importer pour combler la faible diversité de son économie. Enfin, l'État soutient le développement de l'industrie de pointe (télécommunications), permettant ainsi une pacification des relations intersectorielles qui, associée à la reprise de la syndicalisation forte d'une législation progressiste, participe d'une baisse des inégalités socio-économiques et de la pauvreté. Pour l'historien, il faut attribuer ces réussites au contexte économique global favorisant l'Uruguay (par exemple, l'augmentation des prix à l'exportation) qui débouche sur une croissance économique pouvant atteindre les 6 % selon l'année. Les politiques sociales ont donc vu le jour dans une conjoncture favorable, du fait aussi d'une réforme fiscale ambitieuse et innovante.

Par la suite, Mariela Quiñones et Marcos Supervielle comprennent le renouvellement du syndicalisme comme découlant du rétablissement des conseils de salaire tripartites et de la loi de protection de l'activité syndicale. Ces mesures confèrent également aux syndicats des prérogatives en matière de protection sociale. Les réformes du marché du travail du Frente Amplio ont permis une réduction de 11 % du nombre de chômeurs

Analyses bibliographiques

depuis 2002, l'augmentation de 250 % du salaire minimum et de 4 % en moyenne des salaires nets. Ces améliorations sociales et économiques sur le marché du travail sont à mettre à l'actif des politiques volontaristes de gauche, de la conjoncture économique favorable, mais aussi du rétablissement d'une culture syndicale. En 2010, le principal syndicat national regroupait 25 % de la population active. Des organisations se sont créées dans des secteurs inhabituels (comme l'agriculture) et sont parfois même le nid de la contestation conservatrice au Frente Amplio, portant à la fois des revendications salariales et des propositions en faveur des patrons.

La législation avant-gardiste du pays est également abordée par Sebastián Aguiar et Felipe Arocena qui identifient trois mesures symboliques. L'interruption volontaire de grossesse, votée en 2012, permet à des femmes de toute condition de se faire avorter au cours des douze premières semaines de grossesse, dans une clinique spécialisée. Le « mariage égalitaire » (l'ouverture du mariage aux couples de même sexe) est lui aussi adopté en 2012 et fait suite notamment aux mobilisations des *coordinadoras*¹, qui ont offert aux jeunes participants un sentiment de solidarité intergénérationnelle. Outre la conjoncture économique favorable, la majorité absolue dont jouit la coalition permet de répondre aux aspirations progressistes de la population. Enfin, le Parlement a voté en 2013 la régulation étatique de la production et de la distribution de cannabis. Cette loi limite la culture à 6 plants par personne et la vente en pharmacie (contre fichage) à 40 grammes mensuels par personne. La prégnance du catholicisme en Uruguay a reculé un peu plus durant la présidence Mujica, ce qui semble avoir faci-

lité l'acceptation de telles lois. Les conséquences ne sont pas encore visibles, même si les premières tendances montrent que le recours à l'avortement aurait reculé. Les auteurs ajoutent que la régulation de la production et de la distribution de cannabis est liée à l'inefficacité des précédentes luttes contre le trafic de drogue alors que les critiques pleuvent déjà sur un pays qui, comme à l'époque du premier batllisme², serait devenu un laboratoire de mesures économiques et sociales délirantes.

Enfin, la question de l'école occupe une place centrale dans le dossier. Le rôle des intellectuels est critiqué par Mujica qui les désigne comme étant les nouveaux chiens de garde du capitalisme, exclusivement affairés à la reproduction de leur classe à rebours de la démocratisation et de la décentralisation de la culture souhaitées par le président. Florencia Dansilio montre alors que le discours de « Pepe » Mujica en matière de classes est problématique car il déplace l'opposition entre savoir et pouvoir sur le terrain de la morale. Une nouvelle vague d'intellectuels, sensible à l'approche des sciences sociales (institutionnalisées tardivement en Uruguay), émerge et investit les nouveaux espaces de dialogues, comme les blogs et les réseaux sociaux, en même temps qu'elle constitue son bagage universitaire. Si elle reste précaire dans sa condition, elle gagne en visibilité.

Lorsqu'elle déplace la focale en amont de l'université, Verónica Filardo pose la question de la faiblesse de l'enseignement secondaire. Si le pays est à l'avant-garde économique et sociale du continent, il en est tout autrement du point de vue des inégalités scolaires. Sa conclusion est sans appel : « Le problème n'est pas dans l'accès au secondaire, mais dans son achèvement. » En effet,

¹ Groupes sociaux dotés d'un capital de mobilisation et d'une capacité à définir les individus qui les composent par leur appartenance auxdits groupes. Les syndicats sont des *coordinadoras*.

² Courant réformiste et libéral, renvoyant à la période de prospérité qu'a connu l'Uruguay — « Suisse de l'Amérique » — sous les présidences de José Batlle y Ordóñez (1903-1907 et 1911-1915).

Analyses bibliographiques

80 % des 15-18 ans y entrent, alors que seulement 40 % en sortent diplômés. C'est un problème d'inégalités d'opportunités qu'il s'agit de corriger. Ainsi, la recherche d'une solution au problème de l'éducation en Uruguay s'impose d'autant plus qu'elle est son talon d'Achille, qu'elle a un impact direct sur les ressources humaines du pays et qu'elle pourrait permettre son développement endogène. Ces inégalités d'opportunités sont à comprendre dans leur aspect le plus large, en tenant compte également de la socialisation par la famille.

Au final, l'Uruguay de José Mujica apparaît comme porté par un avant-gardisme social aux bases économiques solides. Cependant, la domination charismatique qui est à mettre au crédit de l'ex-président Tupamaros ne peut occulter de cruelles faiblesses territoriales et de formation qui entravent le développement du pays. Les enjeux du prochain mandat présidentiel, récupéré par Tabaré Vázquez, sont donc nombreux.

Arthur Ducasse
Association études et développement (AED)